



[Pour télécharger le BIS n°172/2014](#)

Entre répression et assistance, le sans-abri induit des réactions contradictoires, tant dans le chef des politiques que des citoyens. A partir de la personne sans-abri et sa manière d'être traitée dans la ville, c'est toute la question du droit à la ville en tant que citoyen qui est interrogée dans ce nouveau numéro de notre revue Bruxelles Informations Sociales.

L'occasion de questionner la place que nous réservons à ces « autres de la rue », mais plus largement de s'interroger aussi sur ces mécanismes d'exclusion que l'on génère.

Quel espace public pour quel type de société voulons-nous ?

L'idée d'un tel dossier est née dans la droite ligne de trois projets menés par [DIOGENES asbl](#), travail de rue avec les personnes sans-abri : une recherche-action intitulée « enjeux et conséquences du traitement réservé aux personnes sans-abri dans le métro » (2012), une journée d'étude « Home street home » (2014) qui prolonge la thématique et une exposition audiovisuelle participative (photos réalisées par des personnes sans-abri sur leurs lieux de vie, notamment dans le cadre d'un atelier à [Jamais Sans Toit](#)).

A partir de ces différents regards – analyse locale et sociologique de la situation des personnes sans-abri dans le métro, œil subjectif posé sur la ville (photos à découvrir au fil des pages du dossier), interventions politiques, associatives et citoyennes entamées lors du colloque et poursuivies [sur le web](#) – de multiples pistes sont lancées.

Ce dossier entend les prolonger, les réinterroger, à partir de l'espace public comme : espace d'interactions sociales (comment nos représentations sociales et notre perception du sans-abrime modulent notre rapport à cet autre ?, p. 17) ; espace de travail social (comment travailler avec les habitants de la rue, pour quel type de société ?, p. 27) ; espace urbanistique et politique (à qui appartient la ville ? Par qui pour qui, pourquoi ?, p. 35). Parce que « nous sommes une partie de la solution. A condition de se poser des questions. De bonnes questions ».

Stéphanie Devlésaver, CBCS asbl, décembre 2014